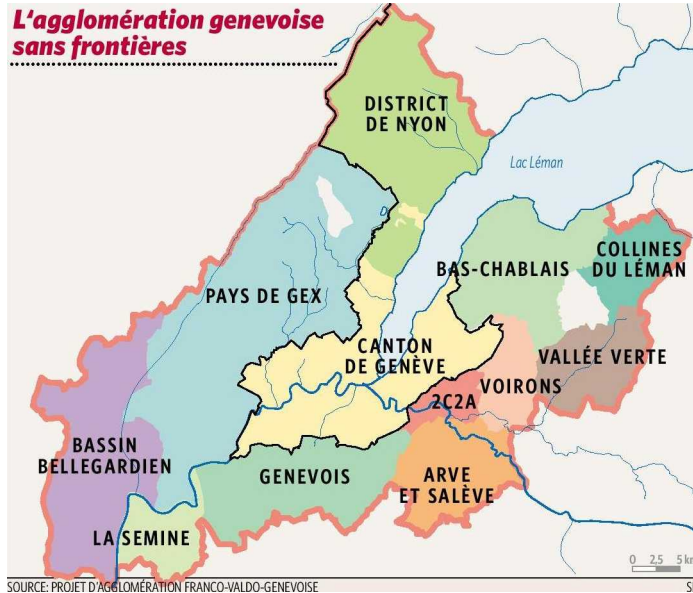


La région genevoise officialise son projet d'agglomération

Genève Les autorités ont signé hier une charte d'engagement du projet franco-valdo-genevois



Contrairement au projet d'agglomération de Lausanne-Morges, celui de la région franco-valdo-genevoise est prêt dans les délais pour être présenté à la Confédération. Des dizaines de projets répartis sur toute la Suisse doivent être soumis en vue d'obtenir un soutien financier pour les quinze prochaines années. Hier, les autorités de la Région Rhône-Alpes et des cantons de Vaud et de Genève se sont rassemblées à Genève pour signer la Charte d'engagement du projet d'agglomération. Ce document permet de fixer les lignes directrices d'un chantier qui doit se prolonger jusqu'en 2030.

Les Français vont plus loin

Pour prétendre à une aide de la Confédération, le projet doit répondre à des critères en termes d'urbanisation, de mobilité et d'environnement. L'agglomération franco-valdo-genevoise a dû intégrer d'autres dimensions auxquelles les autorités genevoises et vaudoises n'avaient pas pensé. «Nos voisins français ont mis l'accent sur des thématiques qui vont plus loin que ce qui est demandé par la Confédération. Nous avons donc dû élargir notre démarche en prenant en compte le quotidien de la population et c'est ce qui fait l'origina-

lité de notre dossier», explique le conseiller d'Etat genevois Robert Cramer. En effet, huit thématiques touchant les politiques de services complètent la réflexion autour de la cohabitation des 800 000 résidents qui vivent dans l'agglomération. Ainsi, le social, la formation, la culture, la santé, l'environnement, l'agriculture, l'économie et le logement seront abordés. «Des centaines de milliers de gens passent la frontière chaque jour. Il y a une dimension transfrontalière aux problèmes causés par tous ces déplacements. La collaboration et la coordination de nos actions sont importantes. Tout le monde sera gagnant», assure Robert Cramer.

Réparti sur deux pays, deux cantons, deux départements et une région, le projet d'agglomération est un vaste chantier qui doit répondre à de multiples attentes. Il faudra attendre deux ans pour que le projet soit évalué et, d'après le conseiller d'Etat, «il est prématuré pour dire si une somme sera allouée par la Confédération. Ce qui est important, c'est que cette échéance a servi de stimulant pour lancer la discussion et mettre en route le projet d'agglomération».

Gwenaëlle Reyt

Pour les élus, la France voisine est «gagnante»

Les départements attendent beaucoup

«On laisse entendre que nous autres Français sommes les gagnants dans l'histoire. Ce n'est pas tout à fait faux.» Cet élu du Pays de Gex (Ain) qui parle «confidemment» affichait une mine des beaux jours, hier, lors de la signature du projet d'agglomération. «Paris nous ignore, explique-t-il. On est un bout

du monde et on ne donne pas d'argent au bout du monde. Aujourd'hui on vient d'intégrer une agglomération de 800 000 habitants, on va enfin peut-être compter un peu plus.»

Les deux départements français limitrophes de Genève se réjouissent: le lancement d'une véritable agglomération franco-valdo-genoise devrait booster ces régions en proie à plusieurs crises, dont celles du logement et du transport. Jo-

celyne Boch, la vice-présidente du Conseil général de l'Ain, le dit très bien: «Le plan directeur de l'habitat transfrontalier prévoit la construction de 5000 logements par année, une moitié en Suisse, l'autre en France, c'est une réponse à la pénurie générale de logements.»

L'élu du Pays de Gex ajoute: «Genève, qui a tendance à exporter en France voisine ses soucis immobiliers, va devoir construire.» Charles de la Verpillière, le président du

Conseil général de l'Ain, parle de son côté de nécessité de rééquilibrage en matière d'emplois entre la Suisse et la France et de nécessité de développer les infrastructures de transport «pour peu qu'on nous y aide».

Charles de la Verpillière cite en exemple le prolongement du tramway Cornavin-Meyrin-CERN jusqu'à Saint-Genis-Pouilly qu'il souhaite voir se réaliser «si la charge financière est partagée à l'image du CEVA». **Christian Lecomte**